



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

Marseille, le **07 AOÛT 2025**

**Arrêté n° 2025 – 195 MD
portant mise en demeure contre
la société EVERE SAS
pour ses installations de Fos sur Mer**

**le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
préfet des Bouches-du-Rhône,
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Frédéric POISOT, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1370-2011 A du 28 juin 2012 portant autorisation à la société EVERE SAS d'augmentation de la capacité d'incinération de l'unité de valorisation énergétique du centre de traitement multifilières sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-534 PC du 15 octobre 2014 portant prescriptions complémentaires applicables à la société EVERE SAS concernant l'exploitation du centre de traitement multifilières de déchets ménagers avec valorisation énergétique à Fos-sur-Mer ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 7 mai 2025 ;

Considérant la transmission valant contradictoire le 23 juillet 2025 du projet d'arrêté de mise en demeure accompagné du rapport d'inspection correspondant ;

Considérant l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite d'inspection réalisée le 21 février 2025, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a mis en évidence les non-conformités suivantes au niveau des rejets issus des conduits UVE1 et UVE2 de l'unité de valorisation énergétique (UVE) pour l'année 2024 ;

- Dépassements réguliers des valeurs limites d'émission journalières en conditions normales de fonctionnement (NOC) pour les paramètres HCl, SO₂ et CO prescrites par l'annexe 7.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;
- Dépassements réguliers des valeurs limites d'émission en concentrations moyennes journalières pour les paramètres HCl, SO₂, CO, COT, poussières et NOx et les flux journaliers associés définis à l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 susvisé ;
- Dépassements réguliers des valeurs limites d'émission en concentrations moyennes semi-horaires pour les paramètres CO et COT définies à l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 susvisé.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'annexe 7.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 et de l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 susvisés ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EVERE SAS de respecter les prescriptions de l'annexe 7.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 et de l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRETE

Article 1

La société EVERE SAS, dont le siège social est situé 1140 avenue Albert Einstein- immeuble Symphonie Sud – BP 51 – 34 935 MONTPELLIER CEDEX 09, est mise en demeure, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter :

- les valeurs limites d'émissions journalières en conditions normales de fonctionnement (NOC) pour les paramètres HCl, SO₂ et CO prescrites par l'annexe 7.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;
- les valeurs limites d'émission en concentrations moyennes journalières pour les paramètres HCl, SO₂, CO, COT, poussières et NOx et les flux journaliers associés définis à l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 susvisé ;
- les valeurs limites d'émission en concentrations moyennes semi-horaires pour les paramètres CO et COT définies à l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 susvisé.

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection un premier bilan de l'efficacité des mesures mises en œuvre sur les dépassements constatés.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François LECA, 13002 Marseille) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

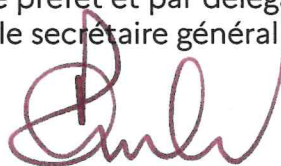
Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai indiqué ci-dessus.

Article 5

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le maire de Fos-sur-Mer,
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

A handwritten signature in red ink, appearing to read 'F. Poisot', is written over a faint circular stamp.

Frédéric POISOT